

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Banken
Akteure	Libanon
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Banken, Libanon, 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Geld, Währung und Kredit	1
Banken	1

Abkürzungsverzeichnis

OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
AIA	Automatischer Informationsaustausch
<hr/>	
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
EAR	Echange automatique de renseignements

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Geld, Währung und Kredit

Banken

BUNDESRATSGESCHAFT
DATUM: 29.05.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil federal a adopte le message sur l'**introduction de l'échange automatique de renseignements (EAR) avec 19 nouveaux tats**. De ce fait, la Suisse a integre l'ensemble des 108 tats ou territoires qui avaient exprime une volonté d'introduire un EAR avec elle (16.057 et 17.040). Ces nouveaux tats sont: l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Brunei Darussalam, la Dominique, le Ghana, le Kazakhstan, le Liban, Macao, les Maldives, le Nigéria, Niue, le Pakistan, le Pérou, le Samoa, Sint-Maarten, Trinité-et-Tobago, la Turquie, le Vanuatu et Oman. Un mécanisme de contrôle similaire aux précédents accords EAR est prévu. En parallèle, le Conseil federal a valide le rapport sur la conformité des premiers échanges de renseignements qui ont eu lieu en septembre 2018 et septembre 2019.¹

BUNDESRATSGESCHAFT
DATUM: 10.12.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil des Etats a valide l'**change automatique de renseignements (EAR) avec 18 tats partenaires supplémentaires**. A l'oppose du Conseil national, il a refuse l'accord avec la Turquie. L'intervention militaire, dans le nord de la Syrie, en violation avec le droit international a fait pencher la balance. Les 18 tats partenaires sont l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Brunei Darussalam, la Dominique, le Ghana, le Kazakhstan, le Liban, Macao, les Maldives, le Nigéria, Niue, le Pakistan, le Pérou, le Samoa, Sint-Maarten, Trinité-et-Tobago, le Vanuatu et Oman. La chambre des cantons en a profité pour pointer du doigt le respect de la confidentialité des données. Les sénateurs et sénatrices ont d'ailleurs precise que la mise en application dans certains pays devait être contrôlée, notamment par l'OCDE, afin de s'assurer qu'elle n'engendre pas de violation des droits de l'homme.²

1) Communique de presse CF du 29.05.2019

2) BO CE, 2019, pp.1116 s.; Communique de presse CER-CE du 18.10.2019